



M. Macron : " Notre économie est en état d'urgence "

Le ministre de l'économie veut restaurer la confiance des entreprises dans la politique du gouvernement

Nommé ministre de l'économie le 26 août, Emmanuel Macron n'a pas le style de son prédécesseur, Arnaud Montebourg. Mais lui aussi estime que l'industrie a un avenir en France. Même si la redresser demandera du temps et, surtout, de la constance.

La production industrielle est atone et les investissements risquent de baisser de 3 % en 2015. Etes-vous inquiet ?

Non, je suis déterminé ! Le gouvernement a entamé, il y a deux ans, un travail pour rétablir notre compétitivité et redresser les marges des entreprises. L'adoption du pacte de compétitivité et du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a déjà produit des premiers résultats : **le coût horaire du travail en France dans l'industrie vient de repasser en dessous de celui de l'Allemagne**. Mais il faut encore aller plus loin, car c'est vrai que notre rétablissement prend plus de temps que prévu.

...

En diminuant les dépenses publiques de 50 milliards d'euros, l'Etat ne retarde-t-il pas lui-même la reprise ?

Les mesures que nous prenons pour rétablir nos comptes peuvent avoir des conséquences sur certaines filières. Celle du BTP souffre ainsi particulièrement de la réduction des investissements publics. La solution de facilité serait de remettre de l'argent public, comme en 2009, pour faire repartir la machine, tout en accusant Bruxelles de nous contraindre à réformer. Je ne crois pas aux solutions de facilité, et je dis donc l'inverse : nous devons moderniser notre pays parce que notre économie est en état d'urgence, et c'est l'Europe qui doit investir.

Comment l'Europe peut-elle nous aider ?

Il faut mobiliser l'investissement européen, pour stimuler la demande à court terme, et vite ! C'est pourquoi nous soutenons le plan de 300 milliards d'euros proposé par Jean-Claude Juncker - *président de la Commission* - . Mais ce doit être un vrai plan, avec du vrai argent et de vrais projets. Soyons lucides : nos destins sont liés, on ne pourra pas s'en sortir seuls et c'est de toute façon l'esprit de l'Union européenne et plus encore de la zone euro que de faire front ensemble. Mais nous devons accomplir notre part du travail, chez nous et pour nous. C'est comme cela que

l'on déclenchera les bonnes décisions.

De façon plus offensive, M. Montebourg avait lancé 34 plans visant à mettre au point de nouveaux produits industriels. Qu'en faites-vous ?

Nous les gardons, car en France, le rôle de l'Etat n'est pas seulement de fixer un cadre macroéconomique. Il doit aussi organiser les filières. Nous n'avons pas le Mittelstand allemand ou la Silicon Valley américaine. Chez nous, l'Etat a toujours eu un rôle prépondérant. Il faut l'assumer.

L'Etat interventionniste s'est beaucoup trompé depuis trente ans...

Ce qui est passé est passé, même s'il ne faut pas oublier qu'il y a aussi de grandes réussites, comme en matière spatiale ! La France a perdu la bataille de la montée en gamme et de la robotisation de son industrie. Ce qui compte aujourd'hui, c'est d'arriver à repousser les frontières de l'industrie classique. Il faut pour cela gagner la bataille de l'industrie 4.0, celle qui associe les usines, le numérique et les services. C'est cela la nouvelle frontière industrielle. L'usine du futur est au cœur de cet enjeu.

Mais comment réussir là où on a échoué hier ?

Nous avons tous les ingrédients pour réussir mais, là encore, il y a urgence : c'est une course de vitesse qui a déjà démarré, et nous ne courons pas en tête. L'Etat doit donc agir. Néanmoins, 34 plans, c'est beaucoup. Nous allons les passer en revue d'ici à la fin février, regarder ce qui marche, ce qui ne marche pas. Car l'Etat ne peut pas avoir en même temps moins d'argent et beaucoup de priorités. Sinon, ce ne sont plus des priorités ! Je souhaite aussi mettre plus de transversalité et d'international dans ces plans.

M. Montebourg s'était beaucoup investi dans la défense des entreprises en difficulté. On vous entend peu sur ce sujet...

Je n'ai pas le même tempérament que mon prédécesseur. Mais j'ai gardé le même dispositif, les mêmes équipes. J'ai consolidé les instruments mis en place et j'ai même renforcé le poids des commissaires au redressement productif qu'il avait installés. Néanmoins, il faut privilégier le pragmatisme et la discrétion dans ce genre d'affaires. Il faut aussi faire attention aux attentes que l'on peut susciter chez les salariés : ce n'est pas parce qu'on se penche sur un dossier que tout devient possible. Il y a des moments où l'intervention de l'Etat peut être nécessaire, mais elle peut aussi s'avérer contre-productive. Cela doit donc rester du cas par cas.

La loi Florange a été édulcorée. L'Etat ne peut donc pas empêcher la fermeture d'usines rentables ?

La loi Florange n'a pas été si édulcorée que cela. Mais il faut savoir ce que l'on veut. On ne peut pas dans le même temps vouloir être attractif et multiplier les mesures d'exception, être à la fois Monaco et le Venezuela ! Il est important d'attirer les investisseurs étrangers, qui emploient déjà 2 millions de personnes en France. De même, il faut que les grands groupes français restent attachés à notre pays. Car ces grands groupes emmènent avec eux les ETI - *entreprise de taille intermédiaire* - , comme les PME, à l'international, et les poussent à innover : c'est une cordée.

C'est un message pour Sanofi, dont l'ex-patron avait déménagé aux Etats-Unis ?

Sanofi est un vrai point de vigilance pour le gouvernement. Mais le message est plus large. Les grandes entreprises françaises ont une responsabilité dans le maintien du tissu industriel. C'est une question d'éthique pour les décideurs économiques. De notre côté, nous devons veiller à les aider à rester compétitives et à garder leurs centres de décision en France.

.....

Propos recueillis par, Denis Cosnard, et Cédric Pietralunga